

**1^{ère} convention thématique
européenne**

Paris – Maison de la Chimie

29 mars 2009

Discours de clôture de

François BAYROU

“J’ai trouvé très intéressantes les réflexions de ce matin, parce que je les ai trouvées très convergentes, cohérentes.

Entre les réflexions que l’on a entendues de Colette Neuville, celles portées par Philippe Dessertine, celles de Maria Nowak, avec lesquelles depuis très longtemps beaucoup d’entre nous sommes en phase, entre toutes ces réflexions il n’y avait pas seulement une convergence d’expertise, mais aussi une convergence de conviction. Les uns sont amicalement proches de nous, et d’autres n’ont pas d’engagement mais sentent bien que nous partageons avec eux -et beaucoup l’ont exprimé- quelque chose d’essentiel.

C’est sur ce quelque chose d’essentiel que je voudrais revenir, en conclusion de cette matinée.

**Les valeurs de la République
contre le modèle américain ruiné**

Nous vivons une crise, mais le mot « crise » est un mauvais mot. Comme vous le savez, il y a des vieilles lunes qui traînent, des vieilles formules toutes faites qui passent leur temps à expliquer que, crise, cela veut dire à la fois danger et opportunité. On l’a tous entendu cela mille fois et vous devez, comme moi, en être lassé.

En réalité, je crois que le mot de crise ne s’adapte pas à la situation que nous vivons aujourd’hui, parce que le mot crise signifie ou laisse entendre que l’on est dans une parenthèse, qu’il y a eu une interruption d’un processus et que ce processus va reprendre.

Ce qu’ont exprimé tous ceux qui, dans la matinée, ont livré leur vision des choses, c’est qu’ils ont tous la certitude que, globalement, cela ne reprendra pas après, et tant mieux, parce que le modèle de société dans lequel nous étions enfermés, où on nous conduisait, ce modèle de société-là ne convenait pas à l’essentiel de ce que nous croyons de la vie.

Peut-être certains d’entre vous se souviendront des incompréhensions qui, pendant la campagne présidentielle, entouraient l’affirmation que je faisais souvent que j’avais avec Nicolas Sarkozy une confrontation de valeur et une confrontation de modèle.

Je disais « je suis en désaccord avec lui, parce qu’il a décidé de rallier la France au modèle américain”, et à l’époque -je prends à témoin ceux qui m’entourent- beaucoup de ceux qui m’accordaient de l’amitié et même beaucoup de proches disaient « mais pourquoi parles-tu toujours du modèle américain ? Après tout, c’est bien l’Amérique, on a de la croissance, on a une société d’opportunité ». J’étais frappé par cela.

C’est que ce modèle qui était en train de dominer le monde, de mettre son empreinte définitive, croyait-on, sur la globalisation, était un modèle qui venait en contradiction avec nos valeurs fondamentales et notamment les valeurs fondamentales de l’histoire de la République française,

de l'histoire de la France, parce que nous, en France, nous avons marqué sur tous nos monuments publics : liberté, égalité, fraternité.

Il se trouve que ce ne sont pas des mots choisis au hasard. Ce n'est pas seulement un slogan. C'est quelque chose d'extrêmement précis et profond dans la définition d'un modèle de société, le modèle républicain que la Constitution définit, en disant -écoutez bien parce que les trois adjectifs ont leur importance et vous verrez à quel point les trois adjectifs sont contredits par le pouvoir qui est actuellement en place- : « la République est démocratique, laïque et sociale ».

Je ne connais rien de moins démocratique que le régime que l'on est en train de mettre en place en France, de moins laïque que les déclarations qui ont été faites, de moins sociales que les orientations qui ont été prises.

Or il se trouve que tout l'argumentaire qui a été développé contre ce projet républicain et que nous avons entendu mille fois : « c'est ringard », cela ne marche pas le « soi-disant modèle social français », les tonnes d'éditoriaux sympathiques bien inspirés qui ont été écrits sur ce sujet, les mètres cubes d'encre que l'on a fait couler pour nous persuader que l'on avait tort dans la recherche de cet idéal, et que « pour être modernes » Jean-François (Kahn), il allait falloir que l'on abandonne cet idéal pour rejoindre le courant dominant de la globalisation c'est-à-dire le courant dominé par le projet de société de certains qui avaient le pouvoir aux Etats-Unis... il se trouve que cet argumentaire est aujourd'hui ruiné, parce que le modèle que l'on voulait nous imposer comme étant le modèle auquel il fallait tous se

rendre, ce modèle s'est effondré sous nos yeux.

Au fond, tout ce que nous disons là, tous ensemble, c'est quelque chose de très simple, de très ambitieux, de très subversif et après tout, nous acceptons de l'être. C'est même cela l'engagement politique, c'est qu'un autre monde est possible.

Un autre monde est possible. Cet autre monde, nous allons le construire et en effet, le projet que nous présentons est un projet de confrontation avec ceux qui gouvernent aujourd'hui et c'est ce qui est aujourd'hui, me semble-t-il, en situation de choquer si profondément nos concitoyens.

C'est cet autre monde, cette autre politique, cet autre choix que nous allons défendre pendant l'élection présidentielle... (applaudissements... rires...) Comme vous le savez les lapsus sont révélateurs !... Bien entendu cela ne se tranchera le jour venu qu'au moment décisif où la France fera son choix, mais ne vous trompez pas, ce n'est pas pour 2012... L'effort n'est pas pour 2012, cela commence maintenant, avec les élections européennes !

Le modèle des « inégalités croissantes » que l'on veut nous imposer aujourd'hui nie les valeurs fondamentales de la République

Les élections européennes que nous allons vivre ensemble ne sont pas autres choses que le premier pas dans ce grand mouvement qui doit offrir aux Français la chance de choisir leur destin et non pas de subir celui que l'on est en train de leur imposer aujourd'hui.

Pour moi, ce modèle ruiné, ce modèle en effondrement est marqué par deux éléments dominants.

Le premier élément -je l'ai souvent développé devant vous mais il ne serait pas juste de le faire en quelques mots, surtout cette semaine et je vais vous dire pourquoi surtout cette semaine- c'est que le modèle qui domine la globalisation depuis maintenant 30 ans, 25 ans, ou 20 ans cela dépend des pays, est en rupture avec des décennies d'histoire du monde... allez ... pour être sincère et pour parler de ce que je sais, avec des décennies d'histoire de l'Occident parce que, depuis 150 ans, de Los Angeles à chez nous, et peut-être même jusqu'à Moscou, l'Occident vivait avec une idée simple qui était celle-ci : le progrès va effacer les inégalités.

L'idéologie -la « méta-idéologie » comme dirait Jean-François Kahn- ce qu'il y avait sous toutes nos bagarres de doctrine, de visions du monde, de politiques, de partis, comme idéologie profonde, ce pour quoi nous acceptions tant d'efforts et tant de remises en cause, c'était cette idée-là : le progrès technique, scientifique va nous donner davantage de facilités, de capacités et ces capacités seront mises au service de l'effacement progressif des inégalités.

Les uns pensaient que cela se ferait par le marché, les autres par l'État, d'autres encore par la classe sociale qui l'imposerait, mais en réalité tout l'Occident imaginait que s'il y avait progrès de la société, des sciences, des connaissances, des techniques, des savoir-faire, de la créativité, c'était pour que les inégalités, peu à peu, s'effacent.

Et il y a eu une rupture. Pour le coup, une vraie rupture, un vrai

basculement qui est arrivé à peu près dans l'orbite Thatcher, Reagan pour simplifier.

Cette politique-là, ces théoriciens-là - et les théoriciens comme chacun sait existent, qu'ils s'appellent Friedman, Hayek ou autrement, tout un courant de pensée- ont renversé la proposition autour de laquelle l'Occident s'était construit.

Ils l'ont renversée et ils ont dit : « le progrès permettra d'effacer les inégalités, mais pour qu'il y ait progrès, il faut accepter des inégalités et même des inégalités qui s'accroissent ». C'est le modèle que j'ai appelé « des inégalités croissantes ».

Cela a cheminé profondément. En France, on est resté abrité pendant toute une longue période, et puis cela a fini par être proposé aux Français dans le moment politique que nous sommes en train de vivre.

Croyez bien que ce n'est pas un hasard : c'est une idéologie. C'est un choix d'organisation des sociétés.

Jusqu'à cette semaine, si vous m'aviez entendu dire cela, d'abord vous l'auriez cru par affection, par amitié, par habitude... Mais certains d'entre vous se seraient dit « quand même, cela va peut-être un peu trop loin »...

Je vous demande de lire le discours de Saint-Quentin qui a été prononcé cette semaine. Un grand journal du soir a même fait son titre sur cette phrase. Nicolas Sarkozy a lancé une attaque extrêmement violente contre la société d'égalité, en disant que ce qui était égalité c'était le contraire de liberté et de responsabilité !

Cela nie les valeurs fondamentales de la République parce que nous,

nous pensons qu'il n'y a liberté, responsabilité et fraternité que s'il y a effort pour aller vers l'égalité.

Je vais prendre des exemples très simples. Il n'y a pas de liberté s'il n'y a pas égalité de droit devant la loi. Il n'y a pas de fraternité s'il n'y a pas de partage équitable de l'effort. C'est pourquoi le bouclier fiscal, comme cela a été très bien expliqué par l'un des nôtres ce matin, c'est faire peser les efforts de solidarité sur tout le monde, sauf sur les plus favorisés des Français.

C'est impossible. Donc, oui, nous récusons. Ce n'est pas que nous avons une nuance. Ce n'est pas que nous sommes un peu différents, un peu à côté... C'est que nous n'acceptons pas ce modèle.

Le modèle inégalitaire pour la France, c'est un modèle qui injurie notre histoire et nous n'avons qu'un mot à répondre, c'est « non, nous n'allons pas dans cette direction, nous choisissons une autre direction ». Concernant ce modèle, c'est un premier élément que nous n'acceptons pas.

Il y a un deuxième élément. Les valeurs qu'il défend, qui lui font accepter ce choix qui est un choix aussi blessant pour tout ce que nous avons partagé dans notre éducation, dans nos valeurs, dans le sentiment religieux, dans la philosophie... pourquoi les a-t-il acceptées ? Pour une deuxième raison : c'est qu'il considère qu'il n'y a qu'une chose qui vaille, ce qui est du domaine des biens matériels, du verbe avoir, tout ce qui est du domaine de l'argent, ce qui est du domaine du matérialisme. Autrement, on ne peut pas faire ce choix. Si l'on est uniquement dans le matérialisme, alors oui on peut, en effet, accepter l'idée qu'après tout s'il y en a qui restent sur le bord de la

route, ce n'est pas grave, pourvu que tout le monde avance.

Troisièmement, cela repose d'ailleurs, ce choix que nous récusons de l'argent avant tout, sur une idée de la société que j'ai entendue au travers d'une métaphore que je crois fautive... Celle de la société présentée comme un train. Il y a des locomotives et des wagons, et plus vous mettez de charbon dans la locomotive, plus vous donnez d'argent aux locomotives et plus le train avancera vite. Et nous qui sommes des wagons, il vaut mieux que nous fassions des sacrifices pour que les locomotives aient beaucoup de charbon...

Ce modèle, en y ayant réfléchi, je le récuse parce qu'il n'est pas vrai que les uns -les managers des sociétés principales- sont des locomotives et puis les autres, nous tous, qui sommes des wagons. Il n'est pas vrai que nous soyons passifs dans la société, aucun d'entre nous, même pas ceux qui sont au chômage, même pas ceux qui sont infirmes, même pas ceux qui ne peuvent pas produire, nous faisons tous une société, ensemble. Il est temps de récuser l'idéologie des locomotives pour expliquer que nous sommes tous, chacun à notre place, contributeurs du mouvement de la société, même ceux qui n'ont pas d'emploi, même ceux qui ne pourront jamais en avoir. Notre regard à nous, notre vision à nous, c'est que nous faisons tous avancer le monde auquel nous appartenons.

L'humanisme comme modèle de société, une alternative au capitalisme

Cela porte un nom, cette idéologie que je décris devant vous, que je décris depuis des années, mais que

je vous demande de revendiquer en la radicalisant. Cette vision-là, et c'est cela que nous opposons au système capitaliste dont je dirai un mot dans une minute et au système étatiste, c'est l'humanisme que nous défendons. Et cet humanisme doit être défendu de manière radicale.

Je voudrais vous mettre en garde sur ce point. Il n'est pas vrai que l'humanisme soit un mot passe-partout. Il n'est pas vrai que l'humanisme soit un mot « gentil ». L'humanisme, c'est un modèle, parce qu'il faut être dur pour faire la guerre à l'argent qui veut dominer tout ! Il faut être dur pour faire la guerre à ceux qui veulent confisquer la décision dans une société démocratique, enfin... appelée démocratique et qui ne l'est plus ! C'est dans la dureté de la défense de l'humanisme que réside notre seule chance de faire le triompher !

Jusqu'à maintenant, l'humanisme était considéré comme un sentiment. Il convient qu'il devienne un projet politique qui s'assume, parce que c'est le seul, en réalité, dont nos concitoyens, je crois, ont aujourd'hui le plus urgent besoin.

Ils savent bien qu'il faut de l'économie. Ils acceptent comme nous l'acceptons, comme je le dis à cette tribune, que le meilleur moyen de faire de l'économie, c'est la libre entreprise. Je ne vais pas vous raconter qu'il faut que l'État se substitue aux décideurs économiques... Nous savons qu'il faut de l'économie et que la liberté en économie est, non seulement précieuse, mais qu'elle est également la condition de sa respiration.

Pour autant, nous ne nous résolvons pas à ce que notre projet de société s'efface derrière le capitalisme et même pas derrière l'économisme.

Nous pensons que, oui, c'est simple... Il faut que la finance, comme cela a été dit ce matin, soit au service de l'économie, mais nous pensons également qu'il faut que l'économie soit au service de l'homme et que c'est le travail du pouvoir politique, dans un pays qui retrouve aujourd'hui ! J'ai l'impression d'un incroyable retour en arrière. Nous avons dit cela, Marielle, pendant des discours et des discours et nous retrouvons tout d'un coup ce fait, un pays qui touche de nouveau au rivage du 4 millions de chômeurs.

Vous vous rendez compte... 4 millions de chômeurs ! Il n'est pas indifférent que l'on encourage l'entreprise à créer de l'emploi plutôt qu'à détruire de l'emploi ! Ce n'est pas indifférent.

C'est la raison pour laquelle je ne regrette vraiment pas, pendant la campagne présidentielle, d'avoir défendu cette idée des deux emplois sans charges par entreprise, qui nous permettait peut-être un meilleur système.

Hier encore on m'a dit « Monsieur Bayrou, c'est dommage que l'on n'ait pas fait ces deux emplois sans charges, parce que si on l'avait fait, j'aurais pu embaucher ». Ce n'est pas indifférent.

C'est la raison pour laquelle il n'est pas indifférent de poser, d'éclairer de cette manière la question des stock-options, des rémunérations excessives, cette question qui est à ce point aujourd'hui dans l'actualité. Ce n'est pas indifférent. C'est même une question centrale parce que qu'est-ce que c'est que les stock-options dont tout le monde parle, naturellement, avec ces scandales récurrents ?

Cela consiste à dire aux managers d'entreprise « vous serez payés,

vous aurez des gratifications incommensurables sur un seul critère : la valeur de l'action de votre entreprise », autrement dit uniquement le cours de l'action de leur entreprise.

À ce moment-là, vers quoi conduisez-vous ces managers ? Vers quelque chose de très simple, à savoir que toute décision est bonne à prendre, si elle est bonne pour l'action boursière.

Donc, ne vous étonnez pas si les plans sociaux, les décisions de fermeture sont toujours inéluctablement interprétés comme étant bonnes pour l'action. Cela fait même souvent objet de scandales. Il devrait y avoir d'autres critères pour des compléments de rémunération aussi extraordinaires que la valeur de l'action.

Il y a un autre critère qui devrait être la valeur de l'entreprise, qui devrait être les résultats de l'entreprise, qui devrait être la performance de l'entreprise. Mais ce sont ces critères qui sont détournés, dès l'instant que l'on ne choisit que les stock-options.

C'est pourquoi je crois qu'il est bon que nous posions une question radicale : est-ce que le meilleur traitement pour les stock-options dans un pays comme la France, ce n'est pas purement et simplement de les supprimer pour les sociétés cotées en bourse ?

Je vais m'expliquer sur ce point. Les stock-options ont été inventées pour des petites entreprises, pour celles que l'on appelle des « start-up ». Des sociétés qui croyaient ou qui croient qu'elles ont un potentiel de développement très important et qui veulent attirer chez elles des « managers » expérimentés en leur disant « venez chez nous, on va vous

donner un certain nombre d'actions de l'entreprise, afin que vous puissiez tirer bénéfice de ces actions, quand l'entreprise aura pris de la valeur ».

C'est un système parfaitement judicieux pour ce type de sociétés-là, pour les petites entreprises. Mais ce n'est pas un système judicieux, comme Colette Neuville l'a expliqué ce matin, pour les sociétés installées du CAC 40, les principales sociétés en bourse, parce que là, on détourne l'attention des managers de la destinée de l'entreprise, pour une autre destinée, celle des possesseurs d'actions commercialisées en bourse.

Il y a là quelque chose qui doit interpeller notre réflexion. Il y a beaucoup de pays où il n'y a pas de stock-options. Il me semble que nous aurions à gagner, dans la crise où nous sommes, à clarifier cette affaire. Le système des stock-options n'est pas un bon système pour les sociétés cotées en bourse et le monde économique français gagnerait beaucoup à trancher cette question en les supprimant !

Deuxièmement, il y a les rémunérations.

Je pense, comme beaucoup de ceux qui se sont exprimés qu'en effet, il faut une loi. Je ne crois pas à une loi dans laquelle l'État définirait l'échelle des rémunérations à l'intérieur d'une entreprise, car ce sont des situations tellement différentes, tellement hétérogènes les unes par rapport aux autres que je ne crois pas que l'État doive régler cela par un oukase.

En revanche, je crois qu'il faut une loi pour que soit rendue transparente l'échelle des rémunérations à l'intérieur de l'entreprise. Une loi qui doit dire « chez nous, entreprise X, le plus bas salaire est à 1 et le plus haut salaire est à 10, 20 ou 30... » et

que cela soit assumé devant la communauté des associés de l'entreprise que sont aussi les salariés.

Car, après tout, l'entreprise n'est pas autre chose, et il est peut-être temps de le rappeler, que l'association du capital et du travail ! Ainsi, dans notre vision, le travail n'est pas subordonné au capital. Le travail doit lui être associé.

Le fait que l'on considère qu'il doit être public, dans une entreprise de quelque importance, que l'échelle des salaires à l'intérieur de l'entreprise a une certaine amplitude, est me semble-t-il la meilleure régulation qui vaille, car dans le cas où cette échelle serait excessivement ouverte, à ce moment-là on découvrirait que la communauté de ces associés que sont les salariés ne l'accepterait pas. Il y aurait une régulation interne à l'intérieur de l'entreprise. Elle passe par la transparence et l'ouverture s'agissant de cette échelle des salaires.

Troisièmement et je m'arrêterai là, dans une société qui considère qu'il y a des disparités trop importantes, il y a un instrument très simple que l'on a supprimé en France pour les catégories les plus favorisées. Et cet instrument doit être, de ce point de vue-là, rétabli dans sa dignité : quand on considère qu'il y a trop de disparités, il y a l'impôt pour les corriger.

Je veux vous rappeler que, pour un certain nombre de rémunérations, les États-Unis viennent de rétablir une tranche « marginale » comme on dit, à 90 %. Je n'en demande pas autant. Je demande toutefois que l'on revienne au principe fondateur de la République, de sa fiscalité et de la solidarité. Or ce principe fondateur

est le suivant : les charges sont réparties entre les citoyens « à proportion de leurs facultés ». Comme on le faisait dans les contrats de mariage autrefois, on contribue « à proportion de ses facultés ».

Il y a donc une proportionnalité pour un certain nombre de charges, une progressivité pour un certain nombre d'autres. Le bouclier fiscal a mis un terme à la progressivité pour les plus favorisés des Français. C'est une injustice et il est important de la corriger.

Cependant, dans un tel projet de société, Jean-Baptiste de Foucault l'a dit avec beaucoup de clarté, tout se tient « c'est un système », c'est systémique et cela ne va pas sans une démocratie exemplaire.

En politique, l'humanisme c'est l'exigence démocratique

Je décris devant vous une société humaniste, une société solidement humaniste, et nous nous appelons «démocrates» et alors on dit : mais pourquoi les deux mots ? Parce que, mes amis, l'humanisme en politique, c'est la démocratie.

L'idée que nous sommes autant de consciences, nous citoyens, implique que nous devons être responsables. Marc Sangnier disait que « la démocratie, c'est l'organisation sociale qui porte à son maximum la conscience et la responsabilité des citoyens ». Ceci est la démarche de l'humanisme, même de l'humanisme fondateur.

Cela signifie qu'à chacun d'entre nous on reconnaît la compétence, la capacité de comprendre les enjeux du monde et à adhérer aux solutions qui s'imposent. C'est le régime pleinement démocratique qui s'impose dans une société

humaniste, et il est aujourd'hui en France très largement piétiné.

Il y a des choses qui ne vont pas, des infractions ouvertes et indiscutables à la loi, devant lesquelles nul n'a de recours, car même la justice n'accepte pas que l'on aille demander des comptes au pouvoir !

Telle est notre bizarre organisation.

Tout ceci est en rupture avec l'exigence démocratique qui doit être le fond d'une société comme nous sommes en train de la construire. Par exemple, je considère que c'est une atteinte au modèle que la France attend que d'avoir des dirigeants qui exigent des efforts de leurs concitoyens et qui n'en font aucun eux-mêmes, des dirigeants qui s'accordent des privilèges exorbitants et qui imposent, au contraire, à leurs concitoyens la rigueur des efforts en temps de crise.

Je considère que les gouvernants auraient dû faire des efforts pour montrer qu'ils entraînent, eux aussi, dans un temps de sobriété. Je considère, comme je l'ai lu dans un journal, qu'utiliser des avions pour parcourir 300 kilomètres ne correspond plus à un temps comme celui que nous sommes en train de vivre... et il y a même des organisations de vacances sur lesquelles on pourrait discuter.

Je considère que le budget de l'Élysée, comme je l'avais proposé pendant ma campagne électorale, aurait dû baisser en période de crise, alors qu'il a augmenté dans des proportions jamais connues auparavant.

Je veux rappeler que Barak Obama, en arrivant au pouvoir, a limité la rémunération des deux principaux

responsables de la démocratie américaine et je trouve que c'est un geste qui dit quelque chose à ses concitoyens de la capacité du sommet à comprendre et partager les efforts de la base.

Voilà pour le projet et ses exigences dans une vie publique comme la nôtre.

Combattre la crise en éradiquant les paradis fiscaux, et rendre la stabilité monétaire en créant une monnaie internationale de référence

Je dois aborder le troisième et dernier chapitre de cette intervention : nous qui sommes candidats aux élections européennes, qu'est-ce que nous pouvons proposer comme réponse à la crise ?

Si nous devons aller au G 20, que dirions-nous ?

Je crois qu'il y a trois choses que nous dirions et que nous défendrons inlassablement pendant les cinq ans ou certain d'entre nous siégeront à Strasbourg et Bruxelles au Parlement européen.

La première chose que nous dirons, et ce n'est pas la première fois que cela s'est exprimé à cette tribune : nous avons identifié depuis longtemps, non pas la cause, mais ce qui autorise les aléas dans lesquels vit cet univers globalisé. Nous savons très bien que cela passe par l'évasion fiscale, les fraudes, l'argent au "black". C'est dans les paradis fiscaux que cela se passe.

Je veux dire que la première des choses que l'on attend du G20, et je crois que c'est possible, je crois qu'ils vont le faire, je crois qu'il y a des signes qui vont dans le bon sens, c'est que l'on éradique les paradis

fiscaux de la surface de la planète politique et économique.

Éradiquer les paradis fiscaux, c'est au fond assez simple. Les Etats-Unis l'ont fait. Il y avait un certain nombre de ces paradis *off shore* qui leur opposaient le secret en matière fiscale, et pour lutter contre Al Qaïda ou pour lutter contre les maffias, les États-Unis ont dit : c'est très simple, vous avez deux semaines devant vous, si vous continuez à nous opposer le secret, vous ne pourrez plus commercer avec aucune entreprise des Etats-Unis.

Cela a suffi, et en quinze jours ils ont plié.

C'est la raison pour laquelle je plaide pour que nous ayons une décision simple au G20, c'est que pour tout pays qui n'accepte pas la transparence en matière financière et fiscale, ses entreprises soient exclues des échanges avec les pays démocratiques de la planète et ainsi, si le contrat n'est plus valable, elles ne pourront plus commercer.

Vous avez vu que même la Suisse a, de ce point de vue, évolué en quinze jours, car elle ne pouvait pas faire autrement. C'est une question de volonté politique de la part des États démocratiques, et j'espère que cette volonté politique, ils l'auront.

Il y a une deuxième idée que je voudrais défendre devant vous. Dans ce règne du virtuel sur le réel et qui a été en réalité la crise que nous avons vécue, dans ce règne, il y a une grande responsabilité qui est dans l'absence d'organisation des marchés et notamment des marchés à termes.

Je ne vais pas m'étendre, car c'est technique. Il y a une exigence d'organisation des marchés à termes

qui pourra permettre de limiter un certain nombre de dérives que nous avons connues en matière de spéculation, et notamment de spéculation sur les matières premières, et qui ont été extrêmement dommageables dans la crise que nous avons vécue.

Il y a une troisième idée que je voudrais défendre devant vous.

Cette semaine, il s'est passé un événement très important, passé inaperçu du grand public. C'est que les autorités chinoises ont publié sur le site Internet de la banque centrale de Chine une idée que l'on avait souvent évoquée dans le passé, mais qui paraissait irréaliste à l'époque et que je voudrais défendre devant vous.

Cette idée, c'est celle de créer, dans le monde, une monnaie de réserve ou une monnaie de référence qui soit une monnaie internationale, et pas le dollar des Etats-Unis.

Pour le coup, s'il y a des gens qui, depuis des années, utilisent sans savoir sa signification la phrase « nous devons faire un nouveau Bretton Woods », là pour le coup, c'est pire.

L'idée selon laquelle l'économie du monde ne s'organise plus autour de la monnaie d'un État, les États-Unis et le dollar, comme monnaie de réserve pour le monde. Ce n'est pas la monnaie du monde, c'est la monnaie des Etats-Unis -et les Etats-Unis utilisent leur monnaie dans la création monétaire, création de dettes, comme ils l'entendent, ce qui est bien leur droit- mais une monnaie, la monnaie d'une zone particulière du monde, d'une puissance particulière du monde ne devrait pas être la monnaie de référence pour le monde entier.

Il faudrait, il faut, et je défends devant vous l'idée d'une monnaie de référence pour le monde qui ne soit plus le dollar seulement, mais qui soit une monnaie appartenant à la communauté des États du monde, non pas la monnaie des uns pour l'avantage des uns, mais une monnaie qui fasse référence pour tout le monde.

Je vois bien pourquoi les autorités chinoises ont publié cette tribune, c'est parce qu'elles commencent à avoir des craintes pour l'avenir du dollar en tant que tel.

En voyant les déficits commerciaux d'un côté budgétaire de ce grand pays, ils se disent : nous qui avons des milliers de milliards en dollars - 696 milliards en bons du trésor, chiffre que j'ai vérifié hier matin en préparant cette intervention - n'avons-nous pas du souci à nous faire pour la valeur de nos avoirs ? Allons-nous être contraints longtemps d'acheter du dollar pour le soutenir ? C'est ce qui se passe !

C'est une question très importante et qui doit nous amener à nous interroger. Après tout, nous avons fait une monnaie commune en Europe, mais là il ne s'agit pas d'une monnaie en billets et en pièces, il s'agit d'une monnaie scripturaire comme l'on dit, il s'agit d'une monnaie de référence.

L'idée est que le XXI^{ème} siècle permettra au monde de n'être plus dépendant d'une monnaie, de ses fluctuations et de ses aventures. Il permettra d'avoir une monnaie appartenant à la communauté internationale. Cette idée est une idée de progrès et de sécurité. C'est une idée qui met du stable dans l'instable.

Chacun aura sa monnaie qui fluctuera par rapport à cette monnaie de référence, mais la monnaie de référence ne sera plus fragilisée par les aventures d'une société particulière, d'un pays particulier, d'une politique particulière.

Nous avons souffert d'instabilité et cette idée est une idée de stabilisation, un élément stable auquel chacun pourra accrocher son bateau s'il le souhaite et s'il le désire.

Il me semble qu'il y a là une idée de progrès et je voulais la défendre devant vous. Je la proposerai à nos instances pour que nous l'ajoutions à notre programme.

Tant que j'en suis au programme, vous avez vu que vous avez, dans vos dossiers, une proposition d'un texte que nous allons essayer d'écrire de la manière la plus simple possible, compréhensible par tout le monde qui s'appelle : [Notre engagement](#).

Il y a douze propositions qui ont leur substance pour l'avenir de l'Europe.

Vous pourrez, à partir de demain, en venant sur notre site, apporter vos réflexions, vos propositions d'amendement, de changement et nous adopterons le texte avec vous lors d'une prochaine rencontre au début du mois de mai. Vous allez sur le site www.mouvementdemocrate.fr et vous sélectionnez l'onglet "Européennes" et vous pouvez critiquer, amender, changer et proposer d'enrichir le texte que nous soumettons à votre discussion.

Pour défendre un modèle social européen : combattre la connivence...

Ces élections sont des élections politiques. Ce ne sont pas des

élections administratives ou technocratiques, faites pour désigner des députés européens qui se contenteront de siéger à Strasbourg et à Bruxelles.

Ce sont des élections pour envoyer à Strasbourg et Bruxelles des députés du peuple se battre pour les idées qui sont les nôtres. Pas pour subir, mais se battre.

Peut-être l'avez-vous remarqué, mais tout au long de la matinée, nous avons eu un seul critère dans la composition de ces listes, celui de choisir de bons députés européens, engagés, brillants, avec de l'expérience, capables de bousculer des montagnes, capable de faire respecter leur parole, parce que leur parole est celle des citoyens qui les auront élus.

Chez nous, il ne s'agit pas de querelles d'appareil, de courants, de sous-courants, de tendances, d'affectations de gens dont on ne veut plus au gouvernement et à qui on va trouver une provisoire consolation.

Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Nous avons choisi de bons députés européens, des personnes qui seront de bons députés pour défendre leurs électeurs, la communauté des citoyens français et la communauté de ceux qui croient à l'avenir de l'Europe.

Ils auront des décisions politiques à prendre, dont la première sera de savoir s'ils considèrent que le président de la Commission actuelle est un bon président pour l'Europe ?

Nous, nous considérons que la manière dont M. Barroso -pour qui nous n'avions pas voté- a gouverné la Commission européenne depuis cinq ans montre qu'il faut changer le

président de la Commission européenne.

Pour deux raisons : la première est que nous considérons qu'il a été trop "à la remorque" des puissants gouvernants qui l'entouraient. Il était perpétuellement dans l'ombre de ces gouvernants, car il considérait sans doute que cela faciliterait sa réélection ; et la deuxième raison est que nous considérons que son idéologie est trop ultralibérale pour le monde dans lequel nous sommes entrés.

Nous voulons nous, au contraire, qu'il y ait des gens qui veulent faire autre chose de l'Europe qu'un marché.

Car c'est bien la question qui se pose. Nous voulons que l'Europe ait un modèle social et qu'elle le défende, qu'elle ait des valeurs et qu'elle les défende, qu'elle ait une culture et qu'elle la défende, qu'elle ait même des valeurs spirituelles ou philosophiques, car nous considérons que c'est cela qui fait la valeur d'un projet de société. Et nous ne retrouvons pas cela chez M. Barroso.

Ne croyez pas que cette phrase soit une phrase anodine.

Elle ne remet pas en cause une personnalité. Je connais M. Barroso, depuis très longtemps, je connais son intelligence, c'est quelqu'un qui a vécu de longues années à l'extérieur de son pays pour les raisons que nous savons. Ce n'est pas une question de personne, mais de système politique, et c'est le système politique qui dirige l'Europe aujourd'hui.

Alors attention, attention parce que le système politique qui dirige l'Europe aujourd'hui, ce n'est pas le PPE-UMP. Le système politique qui

dirige l'Europe aujourd'hui, c'est l'alliance quotidienne entre le PPE et le PS. Ce sont eux qui font les choses ensemble !

Permettez-moi de rappeler ceci, rappel que je fais devant vous avec émotion : il y a cinq ans, nous avons eu, nous, ce petit cercle, l'idée historique, magnifique, de proposer à la présidence du Parlement européen la candidature d'un homme que nous aimions beaucoup, qui vient de mourir accidentellement, pour qui nous avons une immense admiration et affection, qui était notre correspondant du parti démocrate européen en Pologne et qui était Bronislaw Geremek.

J'aimais beaucoup cet homme. C'était un grand intellectuel, un grand historien, un homme engagé, un de ceux qui avaient fait tomber la dictature, et il était élu parlementaire européen. Il parlait toutes les langues de l'Europe. Il connaissait admirablement la vie politique de chacun de nos pays. Et je n'ai pas oublié qu'il est venu me soutenir à l'élection présidentielle française.

Bronislaw Geremek, nous l'avons présenté mais il a été battu, de peu... Vous vous rendez compte, la première fois que le Parlement européen s'ouvrait aux pays anciennement soumis à la dictature ?! Pour la première fois, on proposait l'un de ceux qui avaient fait tomber la dictature pour être à la tête de la première institution démocratique de l'Europe -c'était la plus belle chose que l'on pouvait imaginer- et cet homme de bien, ils l'ont battu par une alliance du PPE de droite et du Parti Socialiste européen. Ils ont voté ensemble pour élire l'illustre... Comment s'appelait-il ?... Borrel... Pour avoir la moitié du mandat, pour les uns, et la moitié du mandat, pour les autres !

Eh bien, ce qu'il faut combattre dans cette élection, c'est la connivence entre l'UMP et le PS. Il faut rappeler que, les uns contre les autres, en Europe, gouvernent ensemble et c'est contre leurs gouvernements communs que nous avons à nous battre pour proposer un autre destin pour l'Europe.

Vous voyez comme cela prend du sens, y compris dans notre vie politique nationale, d'être ceux qui permettent d'échapper à la tenaille dans laquelle on voudrait nous enfermer.

Le choix de Barroso est déjà fait. Cette semaine, jeudi, le Parti Populaire Européen a décidé de soutenir Barroso, et les accords avec le PS sont en très bonne voie ! Tout cela est réglé et le citoyen n'a rien à y voir...

Pour une Europe des citoyens : exiger la transparence des décisions, renforcer la zone Euro...

Or, troisième idée -la première, c'est Barroso et la deuxième c'est l'alliance sous la table- nous considérons que l'Europe est affaire de citoyens et nous n'économiserons aucun de nos efforts dans les années qui viennent pour que toute décision européenne soit offerte à la connaissance, à la compréhension, à l'information des citoyens, avant qu'elle ne soit prise, de manière que les citoyens puissent s'engager au travers de la voix de leurs députés européens, en mobilisant leurs associations, pour dire « il y a quelque chose que l'on est en train de faire contre telle ou telle décision ».

Par exemple, contre le vin rosé, nous qui sommes des amoureux du vin rosé... « rosé » mais pas « coupé » parce que, pour nous, le vin rosé, ce

n'est pas un peu de blanc, un peu de rouge, cela, c'est l'ancien centrisme... (Rires...) Nous ne sommes pas pour les hybrides, parce que la caractéristique des hybrides, comme vous le savez c'est qu'ils ne peuvent pas se reproduire, et nous nous avons bien l'intention de nous reproduire... Nous sommes pour du pur-sang, du pur-sucre, de la pure-vie, bref... des citoyens qui se mobilisent.

Et c'est pourquoi, dans le programme ou l'ébauche de programme que vous avez sous les yeux, vous verrez que nous allons nous battre pour que l'on ne puisse plus, sauf urgence, prendre de décision européenne sans qu'elle ait été annoncée trois mois à l'avance aux citoyens, afin que ces derniers aient leur mot à dire dans cette affaire. Nous sommes pour l'Europe des citoyens.

Enfin, si l'on veut que l'Europe avance, il faut trancher une question qui n'est pas agréable à trancher, celle de la zone Euro. Je le fais avec compréhension et générosité pour l'ensemble des 27, parce qu'il y a dans ceux qui sont à l'Est, en Europe centrale, des pays qui je trouve nous apportent beaucoup et que l'on a tort de ne pas soutenir, comme Marielle l'a dit à très juste titre. Mais je crois simplement que si l'on doit avoir une Europe compacte, capable de s'exprimer avec force dans les débats du monde, dans les débats universels, il faut une avant-garde et cette avant-garde ne peut être que celle des pays de la zone euro, des 16 pays qui ont l'Euro en partage.

Si l'on réussit à construire cette protection dont tout le monde voit aujourd'hui qu'elle est précieuse, qu'elle n'a pas de prix...

Demandez aux Islandais. Les Islandais passaient leur temps à se

réjouir des bonnes affaires qu'ils faisaient. Ils avaient l'Euro à côté et, eux, avec leur monnaie, pouvaient jouer. Ils se sont effondrés et aujourd'hui, en Islande, la question est : ne pourrait-on pas rejoindre l'Union européenne pour rejoindre l'Euro ? Et beaucoup de pays qui nous entourent se posent cette question-là.

... Nous avons besoin d'une avant-garde et c'est la zone euro qui doit être cette avant-garde de citoyens.

Soutenir les identités, les cultures... rendre l'Europe aux citoyens

Deux derniers points que vous trouverez dans le texte, mais qu'il ne serait pas juste que je n'aborde pas, et je le fais en particulier en regardant Jean Lassalle qui est au premier rang : il est une nécessité européenne que les amoureux de l'Europe comprennent, portent et expriment devant l'ensemble des citoyens, à savoir que l'Europe n'est pas faite pour écraser les identités, mais pour soutenir les identités.

L'Europe est une chance pour les identités, les identités culturelles, les modes de vie, la participation des citoyens aux décisions qui les concernent, de proximité et, de ce point de vue, nos députés n'iront pas au Parlement européen pour suivre, mais pour agir, pour changer les choses.

Créer un modèle de marché protégé pour les pays les plus pauvres

Enfin, il est une responsabilité que nous n'avons pas assumée, collectivement. Tous les pays et notamment tous les pays européens, nous avons été gravement absents et irresponsables, en matière de

développement des pays qui sont, dans le monde, les plus pauvres. Nous avons été nuls.

Il me semble que, de ce point de vue, il va falloir changer le logiciel. Nous avons vécu avec l'idée que le libre-échange, notamment avec les Africains, était leur chance.

Pour ma part, je demande que l'on réfléchisse à cette idée. Je suis extraordinairement frappé de ce paradoxe que j'ai moi-même vécu dans ma propre vie, quand j'étais lycéen, en Seconde... (Je me souviens très bien des cours que nous recevions, avec des très bons professeurs parce que l'on considérait, à l'époque, que les établissements devaient être égaux entre eux et que les professeurs, les meilleurs, pouvaient être dans les plus petits établissements, y compris dans les Pyrénées, et que ceci était un modèle qui, naturellement, n'est pas le modèle que l'on a essayé d'imposer aujourd'hui en essayant d'induire la concurrence entre établissements scolaires à laquelle je ne crois pas, sinon comme facteur d'inégalité... Je ferme la parenthèse... Pardonnez-moi ce retour à mes amours d'éducation nationale...)

Mais on nous apprenait donc, en Seconde, que le colonialisme, c'était épouvantable, que cela consistait à aller prendre des matières premières dans les pays dominés, à nous fabriquer des produits ayant de la valeur ajoutée pour ensuite aller les revendre sur place.

Moi, quand j'entendais ce cours en Seconde, j'avais d'abord naturellement un sentiment d'indignation comme un jeune garçon qui voit que les choses ne vont pas, mais je me disais « au moins c'est fini ». Je croyais que, si

l'on en faisait un objet de cours, cela appartenait au passé...

Mais mes chers amis, cela n'appartient pas au passé. C'est exactement la situation que nous imposons à un certain nombre de pays, notamment en Afrique. C'est exactement ce que nous faisons tous les jours.

Je ne sais pas si vous avez suivi le déplacement du Président de la République en Afrique, y compris dans le domaine des minéraux, dans le domaine de l'uranium qui est une obsession pour le Président de la République, je ne sais pas exactement pour quelle raison (ce n'est pas vraiment aujourd'hui le moment de traiter cette question qui viendra et qui est très importante...). Mais je considère que ce modèle qu'on leur a imposé est un modèle pour eux de sous-développement maintenu.

Je demande que l'on réfléchisse à l'idée qui a été celle dont nous avons, nous, pays européens, bénéficié après la guerre, qui était d'avoir un marché commun protégé pour pouvoir redresser notre agriculture et notre industrie sans avoir à dépendre des autres.

C'est la raison pour laquelle je trouve que ce modèle de marché protégé, il faut y réfléchir pour les pays des zones les plus pauvres de la planète et, notamment, le monde africain.

Il me semble que l'idée serait de les conduire vers une certaine autosuffisance et pas vers une dépendance, vers la capacité à produire d'abord leur alimentation, et ensuite les objets industriels, de manière que le développement ne soit pas pour eux un vœu mais une réalité. Non pas pour les enfermer dans des productions de niche, mais

pour leur permettre d'être en situation de produire ce dont ils ont besoin pour vivre. C'est naturellement un renversement du modèle qu'on a suivi jusqu'à maintenant.

Je proposerai que l'on juge, tous ensemble, les futurs gouvernants européens, en particulier à leur projet en matière de développement, parce que c'est à cela que le monde se jugera.

Une société comme la nôtre se juge à son maillon le plus faible. Le monde se jugera aux pays qui sont dans la situation la plus fragile.

Tel est notre projet. C'est un projet, me semble-t-il, mobilisateur pour les Français. C'est, en tout cas, le seul qui puisse changer les choses pour la France et pour l'Europe.

Je vous remercie."